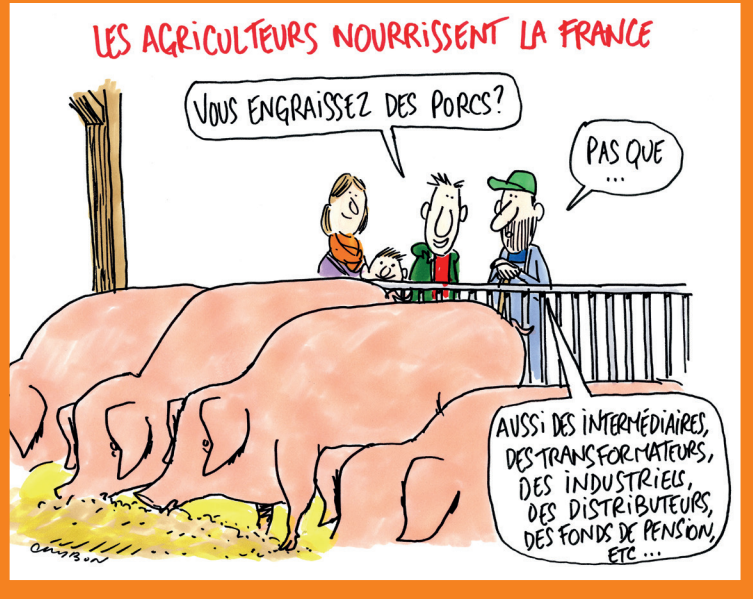


Le dessin de la semaine



MONTAGNE DE MIÉLANDRE /

La Safer obtient une promesse de vente



Les éleveurs du pays de Dieulefit-Bourdeaux ainsi que plusieurs organisations agricoles (FDSEA, chambre d'agriculture, FDO...), forestière (Fransylva 26) et cynégétique (fédération des chasseurs) de la Drôme avaient largement décrié, en début d'année, le compromis de vente de la montagne de Miélandre. Avec l'objectif de créer une réserve de vie sauvage, l'acquisition de plus de 250 hectares était portée par une fondation de droit hollandais constituée par un adhérent de l'association pour la protection des animaux sauvages, l'Aspas dont le siège est établi à Crest. Plusieurs élus avaient également fait part de leur préoccupation. « On a l'impression d'être dépossédés d'un territoire », avait ainsi déclaré en mai dernier la présidente du conseil départemental, Marie-Pierre Mouton, à

l'assemblée générale de Fransylva 26. Dernièrement, ce dossier a connu un retournement de situation. La mobilisation locale - relayée par le parc naturel régional des Baronnies provençales, le Département et les services de l'Etat - a permis à la Safer d'obtenir des propriétaires (SCI Miélandre) une promesse de vente à l'amiable. « Le dossier va désormais se gérer comme tout dossier classique à la Safer, c'est-à-dire avec un appel à candidature et le recueil et l'examen de celles-ci en vue d'une attribution lors d'un prochain comité technique de la Safer, indique Marc Fauriel, président du comité Drôme de la Safer Auvergne-Rhône-Alpes. Grâce à la mobilisation des acteurs du territoire, l'outil Safer a pu remplir sa mission d'accompagnement afin de répondre aux attentes locales. » ■

Drôme

EXPÉRIMENTATION / Dans la Drôme, l'Inra mène sur son site de Gotheron un projet de recherche exploratoire autour d'un verger favorisant la bio-régulation. Il s'agit du projet «z» dont l'objectif est « de supprimer l'usage des pesticides », tout en évaluant la faisabilité technique et économique du dispositif.

A Gotheron, l'Inra teste un verger à très bas intrants

Depuis les bâtiments de la station de l'Inra de Gotheron, situé à proximité de Saint-Marcel-lès-Valence, les arbres ne sont pas encore arrivés à maturité, mais les différents cercles concentriques sont déjà bien visibles au milieu de la plaine. C'est sur ce site que l'organisme a installé en février 2018 un verger circulaire de 1,6 hectare, avec pour but de voir « jusqu'à quel point on peut mobiliser la biodiversité de manière à limiter les intrants de synthèse », résume Sylvaine Simon, directrice adjointe de l'unité de Gotheron, où l'Inra est installé depuis les années 1960. La chercheuse présentait le projet à l'occasion du Salon Tech & Bio à Bourg-lès-Valence les 18 et 19 septembre. « Projet exploratoire » qui devrait s'étendre « sur 15 ou 20 ans », le verger ne devrait commencer à donner des fruits qu'en 2020 et entrera véritablement en production dans deux ans.

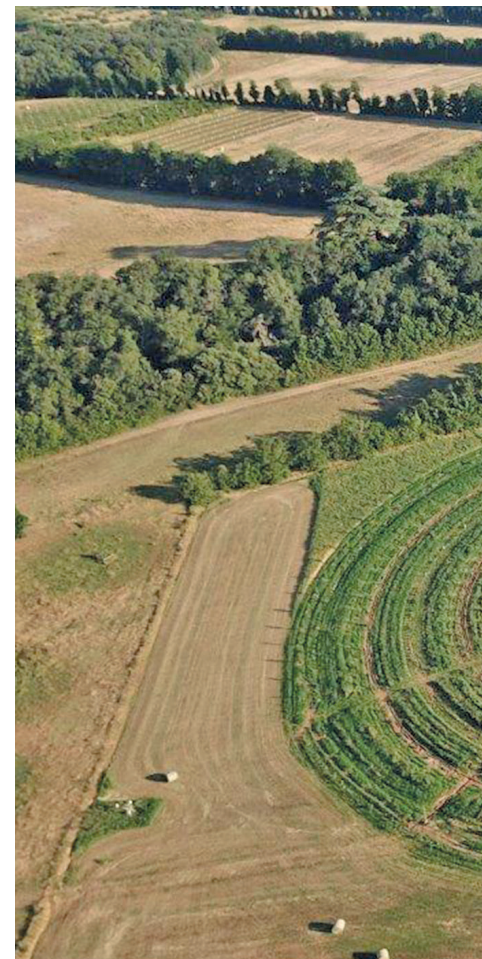
« remet en cause la mono-spécialisation » des vergers, souvent organisés autour d'une seule espèce d'arbres, en rangs serrés, explique Sylvaine Simon. L'installation cherche à avoir « une approche cohérente au niveau agronomique » en mariant différentes espèces d'arbres fruitiers avec des espaces favorisant la biodiversité. Le but est à chaque fois de favoriser « la bio-régulation » de la par-



Sylvaine Simon, directrice adjointe de l'unité de l'Inra Gotheron.

Seuls intrants : de l'eau et du compost

L'agencement en forme de cercle a été choisi car il minimise les arrivées de bioagresseurs, ravageurs et insectes ou maladies. En son sein, la parcelle



celle, de manière à limiter la propagation des maladies et à favoriser les ennemis naturels des ravageurs.

« Il y a zéro produit phytosanitaire, pas de biocontrôle. Les seuls intrants que l'on s'autorise sont l'eau et un compost de ferme que nous faisons une fois par an. Le reste est fait avec de la luzerne semée entre les rangs d'arbres qui favorise la fertilité du sol », détaille Sylvaine Simon. Le verger expérimental, qui fait partie du projet Alto destiné à « développer de nouveaux systèmes de production de fruits très bas intrants », sera « évalué dans la durée » sur sa capacité à ne pas utiliser de pesticides de synthèse.

« Une barrière végétale » d'arbres et d'arbustes

La parcelle s'organise en différentes strates. Le premier cercle extérieur, pensé comme une « barrière végétale », est constitué d'arbres poussant en hau-

ISARA / Pour fêter comme il se doit les trente ans d'Agro Projets Études, la Junior-entreprise de l'Isara, plusieurs événements ont été proposés aux étudiants. Les 16 et 17 octobre, des tables rondes ou encore des conférences leur ont permis d'échanger avec des professionnels du monde agricole.

Deux jours d'événements pour les trente ans de l'APE



Situé à l'Isara Lyon, Agro Projets Études, Junior-entreprise de référence dans l'agronomie, fête ses 30 ans.

Pendant deux jours, l'Agrapole de Lyon a accueilli les festivités d'une institution qui en trente ans s'est fait une place de choix dans le milieu agricole : Agro Projets Études.

Mercredi 16 octobre, une première table ronde autour de l'innovation et de l'entrepreneuriat a réuni les fondateurs des entreprises Biomed, Nos Vignes et Weather Mesures ainsi qu'une représentante de Miimosa. Le jeudi 17 octobre, un marché de producteurs et de start-up innovantes était proposé toute la matinée dans l'atrium de l'Agrapole, avant qu'un food-truck ne vienne s'installer sur le parvis le midi. De quoi entamer, le ventre plein, un après-midi de conférence autour des enjeux de l'agriculture de demain. En l'absence d'Hervé Pillaud, membre du

Confiez-nous la publication de vos annonces légales

legales@agriculture-dromoise.fr

Bouclage le mardi 17 h - Parution le jeudi

Sommaire

Le fil de l'actu	2-11	Annonces légales	18
Foires et marchés	12-13	Pratique	19
Conjoncture	14	Technique & économique	20-23
Petites annonces	15-16	Histoire	24
Notez-le	17		

Drôme

VISITE MINISTÉRIELLE / Gabriel Attal, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse, s'est engagé dans un tour de France des territoires ruraux. Il a fait étape à Aouste-sur-Sye le 31 octobre.

Gabriel Attal à la rencontre d'associations rurales



En venant jeudi dernier à Aouste-sur-Sye, **Gabriel Attal, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse**, a répondu à l'invitation de Célia de Lavergne, députée de la Drôme.

À l'invitation de Célia de Lavergne, députée de la Drôme, Gabriel Attal, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et à l'Engagement, est venu le 31 octobre dans la Drôme à la rencontre d'acteurs associatifs. En ouverture, Célia de Lavergne a rappelé son engagement auprès de diverses structures associatives, petites et grandes, convaincue qu'elles jouent un rôle fondamental dans le département. « Pour avoir créé et animé des associations, je sais le rôle social qu'elles jouent, tant sur la cohésion des territoires que sur leur dynamisme. En milieu rural, ce rôle s'accroît car elles font vivre les villages et leurs habitants, permettent la rencontre entre tous autour d'activités ou d'intérêts communs. Et pourtant leur situation est parfois fragile », a-t-elle précisé, alors qu'un cycle d'échanges entre les acteurs associatifs drômois a été initié en mars 2019 par la députée. C'est donc dans l'enceinte de la maison de la jeunesse et de la culture (MJC) d'Aouste-sur-Sye que Gabriel Attal a tenté de répondre aux inquiétudes des responsables d'associations, notamment en termes de financement.

L'accompagnement des associations en question

« Plusieurs sources sont possibles pour obtenir du financement : l'Etat apporte plus de 7 milliards d'euros de subventions destinées aux associations. Les collectivités locales ont également un budget alloué pour cela, a indiqué le secrétaire d'Etat. Il reste ensuite les dons et le mécénat privé. Ma ligne de conduite, c'est d'inviter les associations à diversifier leur offre de financement pour lever des fonds différents et ainsi ne pas se retrouver bloquées. L'Etat travaille actuellement sur l'accompagnement des associations pour simplifier les démarches et apporter une meilleure visibilité. »

Le Fonds de développement de la vie associative (FDVA) est également au cœur des interrogations, avec une proposition d'abaissement du montant du plancher, actuellement de 1 000 euros, seuil en-

core trop élevé pour des petites associations rurales. Par ailleurs, le secrétaire d'Etat aimerait aussi que « dès l'école primaire, les jeunes puissent apprendre ce qu'est la générosité. Si nous arrivons à mettre cela en place, cela pourrait changer beaucoup de choses, notamment dans le monde rural. »

Vers une mutualisation des compétences ?

La question de l'emploi associatif a également été soulevée. Les contrats aidés ont été remplacés par le parcours emploi compétence (PEC) et les postes Fonjep*. Ces postes permettent de verser des aides (7 000 euros par an pour une durée de trois ans) à des associations loi 1901 de jeunesse et d'éducation populaire, dont le but vise à soutenir un projet qui nécessite l'emploi d'un salarié qualifié. « Je m'attache à donner la priorité de ces aides aux territoires ayant le plus de difficultés, afin que les petites associations de la ruralité soient privilégiées », a souligné Gabriel Attal. Pour autant, il laisse entendre qu'un regroupement entre structures serait bénéfique pour tous. « Avec 70 000 créations l'an dernier, la France est un pays dynamique au niveau associatif. En revanche, beaucoup d'associations ressentent une baisse de subventions car la concurrence est de plus en plus accrue. Je pense que certaines d'entre elles, à l'échelle d'un territoire, peuvent se mutualiser. » Par ailleurs, la mise en place du service national universel (SNU) doit, à moyen terme, favoriser l'intérêt des jeunes pour les associations, par le biais d'un stage d'intérêt général de quinze jours. « 60 % des jeunes ayant déjà pris part au SNU ont affirmé vouloir faire du bénévolat dans le futur », a conclu Gabriel Attal. Cela suffira-t-il pour autant à dynamiser les petites communes rurales et agricoles de la Drôme ? ■

Amandine Priolet

* Fonjep : fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire.



Les différents cercles du verger de l'Inra Gotheron sont organisés pour favoriser « la bio-régulation » au sein de la parcelle.

teur pour couper le vent et d'arbustes ou de châtaigniers pour favoriser la présence de biodiversité et d'auxiliaires de cultures. Des perchoirs sont également disséminés dans le verger pour encourager la prédation des campagnols par les rapaces, ainsi que des nichoirs pour les mésanges et les chauves-souris, qui se nourrissent d'insectes. Des pierriers ou des tas de bois, pour favoriser la présence de reptiles ou de belettes, sont également dispersés dans la parcelle et une mare a été disposée en son centre. Un deuxième cercle, composé de variétés de pommiers Florina et Akane, sert lui de « piège » pour les pucerons et les carpocapses qui arriveraient à passer la première barrière, ces deux variétés de pommiers ayant été choisies pour leur résistance et leurs récoltes précoces. Un troisième cercle de figuiers, grenadiers, néfliers ou noisetiers sert

ensuite « de barrière avec les cercles de pommiers à l'intérieur, notamment pour limiter la propagation de la tavelure qui se fait à l'automne par les feuilles qui tombent », explique Solène Borne, animatrice du projet à l'Inra.

Rendre difficile l'accès d'un arbre à un autre pour les maladies

Enfin, les six spirales intérieures sont composées de rangs imbriqués en escalier de pruniers, pommiers, abricotiers et pêchers de différentes variétés. Le but étant de « rendre difficile l'accès d'un arbre à un autre » pour les maladies ou ravageurs qui arriveraient à pénétrer dans la parcelle, « tout en limitant les trajets à vide » lors des récoltes, explique Sylvaine Simon.

Aujourd'hui, le verger se veut avant tout

« une preuve de concept, indique-t-elle, nous regarderons l'aspect économique quand nous serons en production ». Le but est d'abord de voir « ce qui est produit et avec quelles qualités ».

« C'est un verger qui n'est pas adapté aux circuits longs, avec de la commercialisation de fruits en petits volumes et avec des imperfections. C'est une question de recherche à part entière », précise Solène Borne. Tous les temps de travail sur la parcelle sont également répertoriés pour évaluer la pénibilité, la grande variété d'espèces présentes sur la parcelle faisant que « les récoltes seront assez longues et s'échelonnent dans le temps », indique Sylvaine Simon. ■

R. O.

conseil national numérique, qui n'a pas pu être présent, Maxime de Rostolan a pu mettre en avant son combat pour l'agroécologie.

Un double anniversaire à fêter

Mise à l'honneur pendant ces deux jours, Agro Projets Études est née en 1986 mais n'est devenue une marque qu'en 1989. En l'espace de trente ans, elle a su se faire connaître auprès des professionnels de la région Auvergne-Rhône-Alpes par la qualité de son action toujours en phase avec les attentes du monde professionnel. Du fait de sa longue expérience dans le conseil, APE bénéficie aujourd'hui de nombreux atouts qui sont plébiscités par plusieurs sociétés partenaires. Elle est surtout membre du réseau Junior-Entreprise, qui réunit de nombreux étudiants de grandes écoles et universités désireux de se professionnaliser et de travailler pour des entreprises avant la fin de leurs études. Né en 1969 de l'union des six premières structures, le réseau Junior-Entreprise fête donc cette année son cinquantième anniversaire. ■

Pierre Garcia

MAXIME DE ROSTOLAN /

“ L'agroécologie à plus grande échelle, c'est possible ”

Ingénieur spécialiste des questions agricoles, Maxime de Rostolan a tenu jeudi 17 octobre une conférence à l'Isara. Les échanges se sont révélés constructifs avec des étudiants qui étaient venus en nombre.

Suite au forfait d'Hervé Pillaud, Maxime de Rostolan a pu pendant près de deux heures développer ses thèses sur les bienfaits de l'agroécologie. Méthodique, il a d'abord dressé une liste des principaux enjeux pour notre agriculture. « En 1940, une calorie fossile servait à produire 2,4 calories alimentaires. Aujourd'hui, pour produire une seule calorie alimentaire, ce sont 7,4 calories fossiles qui sont utilisées », a-t-il notamment alerté.

Permaculture : de la théorie à la pratique

Hyperactif, Maxime de Rostolan a créé en 2013 le réseau Fermes d'Avenir. Après avoir réussi son pari d'exploiter une parcelle de 1,5 ha uniquement en permaculture, l'association a renouvelé l'expérience en 2017, cette fois-ci sur une ancienne base aérienne de plus de 70 ha. L'objectif de Maxime de Rostolan est aujourd'hui de multiplier des initiatives partout sur le territoire, et prouver que « la permaculture à plus grande échelle, c'est possible ». ■

P. G.

